



Chat

M. Piketty : "Les gains de pouvoir d'achat sont très fortement concentrés parmi les plus hauts revenus"

LEMONDE.FR | 06.05.08 | 12h21 • Mis à jour le 16.05.08 | 14h20

L'intégralité du débat avec Thomas Piketty, économiste, vendredi 16 mai, à 11 h .

Rachid : Les dernières statistiques font état d'une augmentation de 3,7 % du pouvoir d'achat en 2007 ? Comment interprétez-vous ce chiffre ?

Thomas Piketty : D'abord, le chiffre publié par l'Insee est plus proche de 2 %. Pour comprendre ce genre de chiffres, il faut savoir que quand on parle d'augmentation du pouvoir d'achat, on oublie de diviser par la croissance de la population. Or celle-ci augmente de 0,5 % par an.

En fait, le nombre de ménages augmente plus rapidement, car on a de plus en plus de personnes seules. Cela divise déjà par deux les estimations données sur l'augmentation du pouvoir d'achat.

nantais : La loi TEPA défiscalisant et détaxant les heures supplémentaires ne crée-t-elle pas un effet d'aubaine pour les entreprises plutôt qu'une incitation à faire travailler davantage les salariés et donc à les rémunérer davantage ?

Thomas Piketty : Pour l'instant, la seule chose qu'on sait, c'est qu'il y a un énorme effet d'aubaine. Les 6,5 milliards d'euros qui ont été budgétés par le gouvernement pour cette mesure ont été calculés sur la base des volumes d'heures supplémentaires qui étaient effectuées avant la réforme. Donc on sait que, de toute façon, ça coûtera 6,5 milliards d'euros. On dépense beaucoup d'argent pour des heures supplémentaires qui existaient déjà.

La deuxième question, c'est de savoir s'il y aura des heures supplémentaires en plus, créées par cette réforme. On peut déjà dire que, d'une part, le rapport coût/bénéfice restera très défavorable, même si on a 10 % d'heures supplémentaires en plus, on aura déjà dépensé 6 milliards d'euros en plus, ce n'est pas rentable économiquement comme mesure.

De plus, le plus probable est qu'il y aura surtout une utilisation de cette mesure non pas pour créer des emplois en plus, mais pour l'utiliser comme niche fiscale. Quand un employeur voudra payer une prime à un salarié, il va la maquiller en heure supplémentaire pour bénéficier de la niche fiscale. Tous les témoignages qu'on a vout dans cette direction. D'ailleurs, ils auraient bien tort de s'en priver.

markhoz 1 : Peut-on vraiment prétendre que les avantages fiscaux profitent uniquement aux riches ? Pensez-vous que l'exonération des intérêts d'emprunts, les nouveaux taux de droits de succession ne profitent qu'aux "riches" ? Quels sont, selon vous, les revenus d'un "riche" ?

Thomas Piketty : Pour prendre l'exemple des droits de succession, avant la réforme de 2007, il était possible de transmettre à ses enfants jusqu'à 500 000 euros de patrimoine sans payer d'impôt, pour un couple avec deux enfants. Ce qu'a changé la réforme, c'est qu'on va pouvoir transmettre 1,6 million d'euros de patrimoine sans payer d'impôt.

Les personnes entre 500 000 et 1,6 million sont-elles toutes très riches ? Ça ne fait quand même pas beaucoup de monde. Concrètement, il y a aujourd'hui moins de 3 % des Français qui ont plus de 500 000 euros de patrimoine et moins de 1 % qui ont plus de 1,6 million d'euros. Donc les bénéficiaires de cette mesure font partie de ceux-ci, c'est quand même une minorité.

Louise : On nous parle beaucoup de la hausse des produits alimentaires. Cela me semble un problème infiniment moins important que le coût des logements. Comment vont évoluer les prix de l'immobilier dans les années à venir ?

Thomas Piketty : Je pense qu'effectivement le vrai problème est l'inflation sur le prix des actifs. Le vrai problème sur l'immobilier, c'est comment relancer la construction. Tant qu'on aura une offre de logements insuffisante, on aura une très forte inflation immobilière.

C'est là que la mesure sur les intérêts d'emprunt n'est pas satisfaisante. On a déjà fait des expériences de ce type de subvention fiscale à l'immobilier, et cela n'a pas permis de relancer l'offre de logement. Ce genre de subvention a pour effet de doper l'inflation immobilière.

Aujourd'hui, c'est sur une nouvelle politique de l'offre de logement, de la construction de nouveaux logements, qu'il faut réfléchir.

RACHID : Est-il possible d'inciter les entreprises à augmenter les salaires sans que cela nuise à leur compétitivité, notamment pour les PME ?

Thomas Piketty : Déjà, une bonne solution est d'éviter d'avoir un système fiscal qui pèse trop lourdement sur les salaires. Le problème en France, par exemple, c'est que quand vous voulez augmenter d'un euro le salaire d'une caissière, vous allez payer des cotisations fiscales pour financer l'assurance-maladie, les allocations familiales, etc.

Par contre, si vous dépensez un euro pour acheter une nouvelle machine pour remplacer la caissière, vous ne payez pas de cotisation sociale. Cela crée une distorsion dans le choix des entreprises : elles ont plus intérêt à remplacer les salariés par des machines qu'à augmenter les salaires et l'emploi. Ce dont on a besoin d'abord, c'est une réforme fiscale et du financement de la protection sociale.

nmaillot : Les futurs gouvernements n'auront vraisemblablement pas les moyens de maintenir un niveau de salaire décent aux

fonctionnaires. Ne va-t-on pas vers une paupérisation de la fonction publique ?

Thomas Piketty : Je pense qu'on est dans une situation très perverse en ce qui concerne les fonctionnaires. D'un côté, ils sont objectivement mal payés et de l'autre, on les traite souvent de privilégiés en stigmatisant certains avantages annexes, comme la retraite par exemple.

Il serait beaucoup plus sain, par exemple, d'avoir un système unifié de retraite pour le public et le privé, ce qui permettrait de dégager des marges de manœuvre pour mieux payer les fonctionnaires.

Fkarrer : Y a-t-il une évolution parallèle entre le dit pouvoir d'achat et l'épargne des Français ? L'épargne est-elle un outil potentiel trop souvent ignoré des gouvernements pour relancer la consommation ?

Thomas Piketty : Globalement, les deux évolutions sont parallèles. Mais on a observé au cours des quinze dernières années une augmentation de l'épargne de précaution des ménages, ce qui correspond notamment à un manque de confiance dans le système de retraite, et plus généralement, dans l'avenir.

FANTOMAS : Y a-t-il un lien entre baisse des dépenses publiques et pouvoir d'achat ?

Thomas Piketty : Tout dépend quelles dépenses publiques on baisse. Si l'on baisse des transferts sociaux, ça va diminuer le pouvoir d'achat des personnes qui en bénéficient. Tout dépend aussi de ce qu'on fait avec les économies provenant de cette baisse.

jl : Quel impact peut-on attendre sur les prix et le pouvoir d'achat des mesures envisagées dans le domaine du commerce de détail ?

Thomas Piketty : Le problème, c'est que pour l'instant les mesures envisagées sont surtout favorables aux grands distributeurs, et sans doute pas tellement aux consommateurs. Il faudrait aller beaucoup plus loin pour briser la situation d'oligopôle qu'on a en France entre les enseignes de la grande distribution.

SR : Faut-il libéraliser totalement les procédures d'installation des hypermarchés ?

Thomas Piketty : Totalement, certainement pas. Mais il faut les libéraliser. En pratique, ce qu'on constate, c'est que dans les commissions qui décident de l'ouverture de nouveaux commerces, les associations de consommateurs sont presque toujours favorables à ces ouvertures. Dans ces cas-là, il faudrait les laisser décider positivement.

oleg : Que pensez vous des propositions de M. Hamon du Parti socialiste, qui prétend rendre du pouvoir d'achat en baissant de 2 % (!!) la TVA ? Franchement, est-ce bien sérieux ?

Thomas Piketty : Il y a sans doute des façons de mieux cibler la baisse. Aujourd'hui, il y a un nouvel outil, créé en 2000 par la gauche, la prime pour l'emploi, qui permet de mieux cibler la baisse de TVA sur les ménages à revenus modestes.

Le problème d'une baisse de TVA pour tout le monde, c'est que ça coûte très cher par rapport à l'effet obtenu en termes de relance du pouvoir d'achat.

SR : Faut-il augmenter fortement le smic ? Y a-t-il un risque qu'il tire les salaires vers le bas ?

Thomas Piketty : Il ne faut pas laisser le smic filer vers le bas. Il faut qu'il augmente comme la moyenne des salaires. En même temps, le faire augmenter beaucoup plus vite que la moyenne des salaires serait dangereux, car cela conduirait à un tassement des rémunérations et des progressions de salaires.

Fantomas : Le pouvoir d'achat est-il bien mesuré ?

Thomas Piketty : Il est bien mesuré à condition qu'on comprenne exactement ce que l'Insee mesure. Il faut bien comprendre que l'augmentation du pouvoir d'achat mesurée par l'Insee est de toute façon extrêmement faible.

Le pouvoir d'achat par habitant, d'après les chiffres de l'Insee, est supposé progresser d'à peine 1 % par an. Et certaines années, à peine 0,5 %.

C'est une augmentation totalement invisible à l'œil nu. Surtout par comparaison aux périodes des "trente glorieuses" où le pouvoir d'achat progressait de 4 ou 5 % par an.

De plus, une hausse moyenne insignifiante de 0,5 % ou 1 % dissimule le fait qu'une bonne partie des ménages connaissent des pertes nettes de pouvoir d'achat. Par exemple, ceux qui ont dû changer de logement et encaisser d'un seul coup toute la hausse accumulée des loyers depuis leur dernier déménagement.

Bonnar : Quelles solutions s'offrent au gouvernement pour vraiment augmenter le pouvoir d'achat ?

Thomas Piketty : Les baisses ciblées de TVA ou l'augmentation de la prime pour l'emploi permettent, pour un coût raisonnable, de relancer de façon réelle le pouvoir d'achat. Malheureusement, ce n'est pas le choix qui a été fait.

ola : Comment augmenter le pouvoir d'achat des retraités ?

Thomas Piketty : Le plus important, c'est de clarifier les droits des retraités et les évolutions futures du montant de leur retraite. Et actuellement, personne ne comprend rien aux règles de calcul de la retraite, aux règles de son évolution.

Il y a une absence de visibilité sur le calcul et le montant des droits à la retraite, qui est génératrice d'une très forte angoisse parmi les Français.

Henri : Que pensez-vous du RSA ?

Thomas Piketty : Ce serait bien, à condition que l'articulation avec la PPE [prime pour l'emploi] soit bien pensée, ce qui n'est pas le cas actuellement, car il est envisagé de financer le RSA [revenu de solidarité active] en abaissant la PPE. Ce qui reviendrait en gros à déshabiller les salariés pauvres à temps plein pour habiller les salariés pauvres à temps partiel. C'est une politique de Gribouille !

SR : Que peut-on attendre de la commission Stiglitz sur les nouveaux indicateurs de bien-être ?

Thomas Piketty : Pas grand-chose. Les chercheurs et les économistes, en général, n'attendent pas les injonctions des présidents de la République pour poursuivre leur réflexion sur les nouveaux indicateurs de croissance.

jl : On parle toujours des moyennes, mais il existe de fortes disparités dans l'évolution des revenus au sein de la population. Qui sont les grands gagnants et les grands perdants ?

Thomas Piketty : Les études les plus récentes, comme celle de Camille Landais, à l'Ecole d'économie de Paris, montrent que les gains de pouvoir d'achat sont très fortement concentrés parmi les plus hauts revenus.

D'autre part, pour un même niveau de revenus, certaines personnes subissent des pertes de pouvoir d'achat plus fortes que les autres, par exemple s'ils ont dû prendre un nouveau logement, comme je le disais plus haut.

Il faut sortir des évolutions moyennes et étudier les répartitions des gains de pouvoir d'achat.

SR : Que vous inspire le chiffre de 1 200 milliards d'euros en 2007 pour le montant total de l'assurance-vie ?

Thomas Piketty : C'est le signe d'une inquiétude, notamment par rapport aux retraites. On a en France une des plus fortes épargnes du monde, ce qui s'explique par le manque de lisibilité du système de retraite à long terme. Le pire, c'est que cette épargne est souvent mal placée.

Il est urgent de refonder nos systèmes publics de retraite par répartition pour clarifier et sécuriser les droits des jeunes générations.

SR : Faut-il repenser l'impôt sur le revenu ? Sa progressivité est-elle réelle ?

Thomas Piketty : Il faut repenser profondément le système de l'impôt sur le revenu, qui est aujourd'hui truffé de niches fiscales qui remettent en cause le principe d'équité "à revenu égal, impôt égal" et qui minent l'idée même de progressivité. Tout le monde le dit, mais personne ne le fait.

Et de nouvelles niches fiscales sont créées chaque année : heures supplémentaires, nouveau statut défiscalisé d'entrepreneur individuel proposé par la prétendue loi de modernisation de l'économie, etc.

John Keynes : Le gouvernement parle de réformes. Mais la vraie réforme n'est-elle pas dans la remise à plat des niches fiscales ?

Thomas Piketty : Bien sûr, mais pour cela, il faudrait déjà commencer par ne pas en créer de nouvelles.

Fkarrer : La politique d'encouragement du travail des seniors est-elle pertinente ?

Thomas Piketty : Aucune réforme du système des retraites ne réussira si l'on ne mène pas enfin une vraie politique d'encouragement et d'aide à l'emploi des seniors.

Chat modéré par **Constance Baudry**

Le Monde.fr

» A la une » Archives » Examens » Météo » Emploi » Programme Télé » Le Post.fr
 » Le Desk » Forums » Culture » Carnet » Shopping » Newsletters » Talents.fr
 » Opinions » Blogs » Economie » Immobilier » Voyages » RSS » Sites du groupe

Le Monde

» Abonnez-vous au *Monde* à -60%
 » Déjà abonné au journal
 » Le journal en kiosque



Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ visitez Le Monde.fr

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Avertissement légal | Qui sommes-nous ? | Index | Aide